



## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013**

# SOMMAIRE

---

<b>I.</b>	<b>Rapport d'activité du premier semestre 2013</b>	<b>Page 4</b>
<b>II.</b>	<b>Comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos au 30 juin 2013</b>	<b>Page 21</b>
<b>III.</b>	<b>Attestation du responsable du rapport financier semestriel</b>	<b>Page 38</b>
<b>IV.</b>	<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013</b>	<b>Page 41</b>



**I.**

**RAPPORT D'ACTIVITE  
PREMIER SEMESTRE 2013**



## RAPPORT D'ACTIVITE PREMIER SEMESTRE 2013

### L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE ET SON MARCHE SUR LA PERIODE

---

Le premier semestre 2013 a marqué la fin de la récession, en zone euro, avec un PIB en hausse de +0,3% au deuxième trimestre.

Après un début d'année difficile, l'économie a manifesté plusieurs signaux positifs à l'approche de l'été:

- les données de production industrielle publiées pour le mois de juin sont en progrès.
- la confiance a continué de s'améliorer en juin : l'indice du climat économique s'est inscrit à 91,3, en hausse de 1,8 point sur le mois.

Les prix du carburant retrouvent des niveaux proches de 2011, après l'envol de 2012. Au premier semestre, l'indice CNR s'affiche en baisse de 2,9% par rapport à 2012.

### TENDANCES PAR PAYS

#### France

**La France a connu un rebond de croissance au cours du deuxième trimestre** mais les dépenses d'investissement restent en baisse et le chômage progresse.

**Les défaillances d'entreprises sont reparties à la hausse** au deuxième trimestre par rapport à 2012, s'approchant des niveaux de 2009, au plus fort de la crise<sup>1</sup> (15 000 jugements au second trimestre).

#### Espagne

**Le sommet de la crise est peut-être passé** en Espagne. Le pays trouve un regain de compétitivité et les entreprises se repositionnent à l'export pour compenser la chute de la consommation intérieure.

Les enquêtes de la Commission européenne font ressortir un redressement tendanciel de la confiance.

<sup>1</sup> Source étude Altarès de juillet 2013

## Portugal

A la suite d'un programme d'ajustement rigoureux de deux ans, **la situation économique du Portugal se redresse**.

Sous l'effet d'une compétitivité accrue, les exportations de biens et services s'accroissent, mais le marché intérieur reste déprimé.

La hausse du chômage a été particulièrement forte, à 17,6% de la population active en mai (contre 15,5% un an plus tôt).

## Italie

Alors que **le programme des réformes s'est arrêté**, la croissance tarde à revenir.

**La consommation privée a reculé** de 0,5% au premier trimestre 2013, touchant son plus bas niveau depuis le début des années 2000.

Cependant, le rythme de contraction de l'activité s'est atténué en Italie. Le PIB se stabilise à - 0,2% au deuxième trimestre, après avoir baissé de 0,6% et 0,9% au cours des trimestres précédents.

## Belgique

**L'économie belge a stagné** au premier semestre 2013. La baisse de la demande intérieure a pesé sur l'activité économique, le commerce extérieur a soutenu l'activité.

## Suisse

Alors que l'économie de la plupart des pays de la zone euro stagne ou régresse, **l'économie suisse poursuit sa croissance**, du fait d'une forte demande intérieure. La consommation privée demeure un pilier important du développement économique du pays.

## PRODUCTION AGROALIMENTAIRE

La production des industries agroalimentaires se maintient à la baisse dans les grands pays européens. Hormis le Portugal où la production agroalimentaire a augmenté de 3,6% en juin sur douze mois glissants, les baisses les plus sévères ont été enregistrées en Espagne et en France.

Au cours du premier semestre 2013, le secteur de l'industrie alimentaire a été secoué par la crise du « horsegate » (détection de viande de cheval dans des plats surgelés préparés avec du bœuf). Des contrôles sont intervenus chez de nombreux industriels en Europe, générant des retraits massifs de produits des rayons des grandes surfaces et la défiance des consommateurs.

La France a été le pays le plus touché, avec une chute des ventes de plats cuisinés surgelés à base de bœuf de près de 50%. Les distributeurs ont été durablement affectés par la chute de la consommation. Emportés par la crise, plusieurs fabricants français, clients du groupe STEF, ont été placés en redressement judiciaire.

Par ailleurs, les conditions climatiques du premier semestre et en particulier, la météo peu favorable du printemps, ont contribué au ralentissement général de la consommation des produits alimentaires traités par le groupe.

## **GRANDE DISTRIBUTION**

Alors que l'inflation a ralenti au cours du premier semestre, le taux d'inflation des prix alimentaires a été plus élevé que sur l'ensemble des produits non alimentaires.

Les négociations entre les acteurs de la grande distribution, distributeurs et industriels, se sont tendues en 2013, dans un contexte de conquête de parts de marché sur un secteur en baisse.

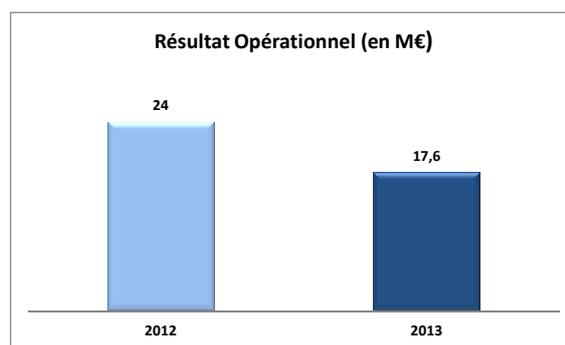
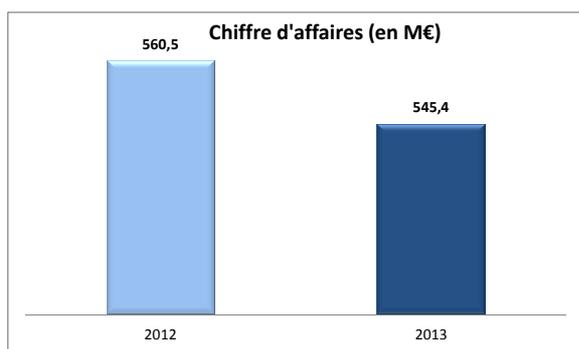
L'alimentation continue d'être l'un des postes sacrifiés du budget des populations européennes.

Nota : Les indicateurs figurent en annexe.

## ACTIVITE DES QUATRE SECTEURS OPERATIONNELS

Le chiffre d'affaires du groupe a connu une progression de 3,6% au premier semestre 2013, pour s'établir à 1.257 M€. Les activités transport et logistique France ont bénéficié de l'apport de l'activité des sociétés acquises en 2012 et du démarrage de nouveaux dossiers.

### Transport France



Le chiffre d'affaires du pôle Transport France s'établit à 545,4 M€, en recul de -2,7% par rapport au premier semestre 2012.

Cette situation s'explique par :

- l'impact calendaire (deux jours d'activité de moins par rapport à 2012 :  $2/125 = 1,6\%$ ),
- le contexte de baisse généralisée de la consommation alimentaire précédemment évoqué, générant une baisse des volumes transportés pour le compte des enseignes de la grande distribution,
- l'impact de la baisse du prix du carburant.

Le premier semestre a été marqué, en particulier, par les difficultés de la filière des produits gras dans le Sud-Ouest.

La présence commerciale des équipes de STEF Transport sur l'activité groupage mid-market a permis de compenser l'érosion du marché, en particulier sur les clients grands comptes.

Le marché français du transport frigorifique se caractérise par deux tendances :

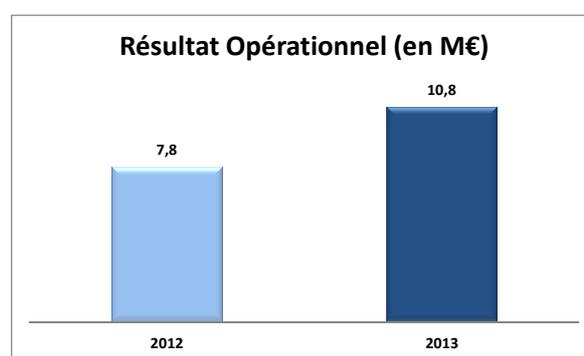
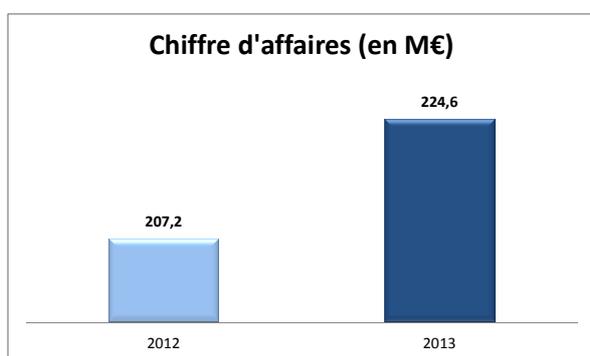
- l'accélération des flux, conséquence de la politique de réduction des stocks des distributeurs et ce, dans toutes les familles de produits,
- la baisse des coûts des prestations logistiques attendue des industriels, laquelle encourage la recherche de solutions de massification par les acteurs de la profession.

Dans cet environnement, le résultat opérationnel du réseau Transport France atteint 3,2% du chiffre d'affaires.

Le plan d'amélioration de la performance opérationnelle du réseau Transport fait ressortir :

- Une progression de la ponctualité interne du réseau de 5,2% au premier semestre,
- Le maintien de la « non qualité » à un très bon niveau (0,55% du chiffre d'affaires)
- Une politique de gestion des ressources humaines renforcée avec le maintien du plan de recrutement de jeunes cadres en pépinières et de responsables du projet Santé Sécurité au Travail dans chaque région.

## Logistique France



Le pôle Logistique France affiche une croissance de chiffre d'affaires de 8,4%, tirée par l'effet de la variation du périmètre restauration avec l'acquisition de KLS, spécialiste de la logistique pour les enseignes de la restauration et le démarrage d'un contrat de prestation long terme avec un opérateur de la restauration, à l'automne 2012.

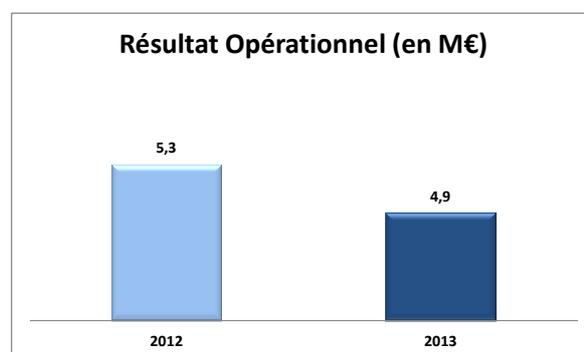
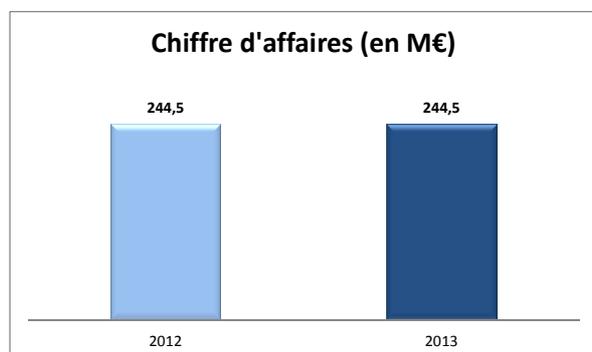
Le périmètre frais confirme sa bonne dynamique commerciale avec une croissance du chiffre d'affaires clients de 7%.

Les périmètres Surgelé, GMS et Restauration, sont pénalisés par le ralentissement de la consommation alimentaire.

Le résultat opérationnel contient un produit exceptionnel enregistré au titre de l'indemnisation d'un sinistre par les assureurs pour 8,5 M€. Hormis cet élément non récurrent, celui-ci est en recul, du fait, principalement :

- du démarrage de nouveaux dossiers et de l'ouverture de sites au cours du premier semestre, lesquels ont généré des coûts spécifiques qui ont pesé sur le résultat. Néanmoins, ces projets lourds ont représenté un succès au plan opérationnel et permettront une mise en performance au second semestre.
- de l'atonie des volumes traités par le groupe sur l'ensemble des périmètres, à l'exception du frais,
- du renchérissement de certains coûts de production (masse salariale, énergie), plus rapide que l'évolution des prix des prestations.

## Activités Européennes



Les activités européennes de STEF ont bien résisté sur la période avec un chiffre d'affaires et un résultat stables.

Dans un contexte de crise économique, les deux principaux pays d'implantation du groupe ont vu leur chiffre d'affaires régresser (-5% pour l'Espagne, -1% pour l'Italie). Les autres pays enregistrent des augmentations significatives.

La stabilité du résultat opérationnel de STEF International est une performance dans un tel contexte. Elle est due, pour l'essentiel, aux efforts de rigueur et de maîtrise des coûts d'exploitation et permet d'envisager sereinement le second semestre.

### Italie

Le chiffre d'affaires a légèrement régressé sous l'effet des actions engagées en 2012 et notamment des arbitrages opérés sur le fonds de commerce des clients grands comptes. Un repositionnement très actif sur le Mid-Market a permis de compenser presque intégralement ces pertes de dossiers. Dans un pays encore en crise, les perspectives sur ce segment de marché sont encourageantes.

Le groupe a revu son dispositif opérationnel en Sicile.

### Espagne

De même qu'en Italie, dans un contexte de baisse des volumes de consommation et des prix, les donneurs d'ordre européens sont en recherche d'économies d'échelle et opèrent des changements de modèles logistiques. Dans ce contexte, STEF IBERIA a perdu deux dossiers significatifs en logistique et en organisation transport.

Les efforts commerciaux entrepris sur le segment du Mid-Market au premier semestre ne permettent pas encore de compenser ces pertes. Toutefois, STEF IBERIA poursuit ses actions pour renforcer sa présence sur le marché des prestations logistiques.

## **Portugal**

La croissance externe opérée en 2012 a apporté une contribution positive aux résultats au premier semestre 2013. Les performances sont toutefois affectées par une pression concurrentielle et tarifaire très forte dans un environnement économique tendu.

## **Benelux**

Le repositionnement des activités logistiques sur les produits frais génère une dynamique de croissance du chiffre d'affaires dont les effets ne se traduisent pas dans les résultats du premier semestre, marqué par les coûts de démarrage d'un dossier majeur pour un industriel des produits laitiers.

## **Suisse**

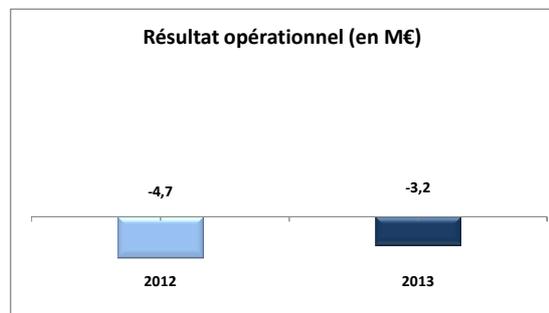
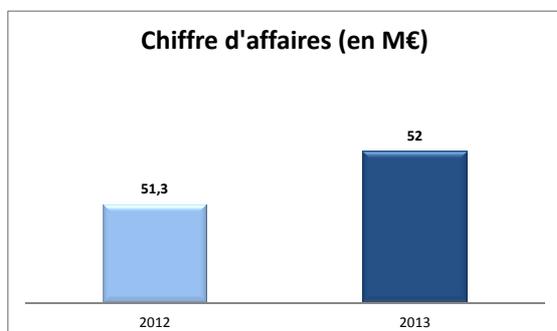
Le fait marquant du premier semestre reste l'implantation du groupe en Suisse alémanique, avec le rachat d'un entrepôt à Kriens. Le démarrage des activités de transport avec l'Italie a affecté temporairement les résultats.

## **Allemagne**

Bien que n'étant pas implanté directement dans ce pays, STEF International réalise un chiffre d'affaires significatif au départ de l'Allemagne. La compétitivité des industriels de l'agroalimentaire allemands a dopé la croissance du groupe sur les flux à destination de la France et de la péninsule ibérique.

Au cours de la période, STEF a dû réorganiser son dispositif de livraison en Allemagne, en raison du défaut d'un distributeur historique. Cette adaptation a été réalisée sans incidence sur le fonds de commerce et sur la qualité de services rendue aux clients du groupe.

## Maritime



Le marché maritime entre le continent français et la Corse est en repli de 3% pour l'activité passagers et de 3,7% pour l'activité fret.

Le port de Marseille subit une forte érosion au niveau du trafic fret avec la Corse (-9,9%), en raison du contexte de marché, ainsi que de la très forte évolution de l'offre à bas prix au départ de Toulon. Cette dernière permet à ce port d'enregistrer une croissance de son activité de 14,4% avec les deux compagnies qui y opèrent désormais.

Grâce notamment, à son positionnement différencié, à une stratégie de communication constante depuis 2009, ainsi qu'à sa politique tarifaire, **La Méditerranéenne** réalise une bonne performance sur le segment passagers (nombre de passagers transportés : + 4,8% ; recette unitaire : + 2,4%).

En ce qui concerne le fret, **La Méditerranéenne** n'a pas suivi la forte pression tarifaire pratiquée au départ de Toulon. Elle affiche une belle résistance sur Marseille, mais les volumes transportés sont en baisse sur le semestre de 5,7%.

Le navire Scandola a été frété pour une période allant de février à novembre 2013.

Les perspectives pour la haute saison sont encourageantes pour le secteur passagers avec des réservations sensiblement identiques aux chiffres records de l'année 2012.

Les négociations en vue du renouvellement de la délégation de service public maritime sont largement avancées, dans la perspective de la conclusion, à l'automne, d'une convention pour les dix années à venir.

### **Systèmes d'information**

STEF Information et Technologies (STEF IT) édite des logiciels, intègre et maintient les systèmes d'information du Groupe. Au premier semestre 2013, le pôle «Systèmes d'Information» a poursuivi ses actions d'harmonisation, de modernisation et d'intégration des outils pour l'ensemble des activités du Groupe en Europe.

STEF IT intervient dans le cadre de la sécurisation du fonctionnement des infrastructures et des logiciels utilisés dans le groupe, apporte son support à l'efficacité des métiers opérés par le groupe et à l'amélioration de la productivité administrative (travaux de dématérialisation).

Le groupe a décidé de renforcer ses capacités de prospection et de suivi de la relation clients dans le cadre du lancement du projet CRM (Customer Relationship Management). Le choix s'est porté sur le logiciel Sales Force. Ce projet sera déployé sur l'ensemble des implantations du groupe au plus tard le 30 juin 2014.

### **Immobilier**

Le renouvellement et la modernisation du parc immobilier se sont poursuivis au premier semestre 2013. Parmi les engagements et investissements réalisés, quelques opérations d'importance sont à souligner :

#### **Pour STEF Transport :**

- Reprise d'une plateforme frigorifique à Iffs (près de Caen) de 5.420 m<sup>2</sup> et de 27.000 m<sup>3</sup> sous froid positif et négatif,

#### **Pour STEF Logistique :**

- Livraison d'un entrepôt tri-températures en remplacement d'un ancien entrepôt surgelé à Nemours (77), comportant 7838 m<sup>2</sup> développés et 45.643 m<sup>3</sup> sous froid positif et négatif, dédié à un client du secteur de la restauration hors foyer,
- Aménagement et adaptation de deux plateformes réfrigérées, de 6120 m<sup>2</sup> et 9334 m<sup>2</sup>, situées respectivement à Marsannay-La-Côte (21) et Tigery (91), dédiées à un client distributeur.

#### **Suisse :**

L'acquisition d'un entrepôt surgelé à Kriens (Suisse alémanique), de 4160 m<sup>2</sup> et 21.850 m<sup>3</sup> sous froid négatif

Par ailleurs, plusieurs chantiers de construction sont en cours à Vitry sur Seine, Nantes, Strasbourg, Lyon et Dijon, représentant une capacité totale de 20.000 m<sup>2</sup> et 250.000 m<sup>3</sup>.

Enfin, STEF a poursuivi son programme de remplacement du fluide frigorigène R22 des installations frigorifiques, lequel est maintenant réalisé à plus de 80 % au niveau du Groupe. Les fluides naturels, ammoniac et CO<sub>2</sub>, sont privilégiés dans ces remplacements.

## LES EFFECTIFS

---

Au 30 juin 2013, par rapport à 2012, les effectifs du Groupe (CDI et CDD) ont évolué de la façon suivante :

	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013
STEF Transport	7 597	7 463	7 473
STEF Logistique	3 228	3 352	3 329
Activités Européennes	2 631	2 621	2 642
Maritime	501	532	547
Autres activités et fonctions centrales	547	532	546
<b>TOTAL Groupe</b>	<b>14 504</b>	<b>14 500</b>	<b>14 537</b>

	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013
Effectifs France	11 909	11 914	11 928
Effectifs Hors France	2 595	2 586	2 609
dont Espagne	1 310	1 261	1 220
dont Portugal	426	440	435
dont Italie	474	489	511
dont Belgique	282	289	326
dont Royaume-Uni	37	34	34
dont Suisse	66	73	83
<b>TOTAL Groupe</b>	<b>14 504</b>	<b>14 500</b>	<b>14 537</b>

Les effectifs du groupe (CDD+CDI) s'élèvent à 14.537, ils sont stables par rapport à décembre 2012 (+0.26 %).

En France, l'accroissement du périmètre des activités a contribué à l'évolution des effectifs :

- intégration des activités de groupage des Transports Gringore (+ 63 personnes),
- ouverture des sites de Tigery et Marsannay, dédiés à la logistique pour un client distributeur (+ 52 personnes).

## LES COMPTES CONSOLIDÉS

---

### Evolution du périmètre

Le groupe n'a pas connu d'évolutions significatives de son périmètre au cours du premier semestre 2013.

Deux opérations ont été réalisées :

- En mars 2013, le groupe a acquis un entrepôt en Suisse alémanique avec le fonds de commerce associé,
- En mai 2013, le groupe a procédé à la reprise, à la barre du tribunal de commerce de l'activité groupage frigorifique des transports Gringore en Normandie. Cette activité représente un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 10 M€ et un effectif de 63 personnes.

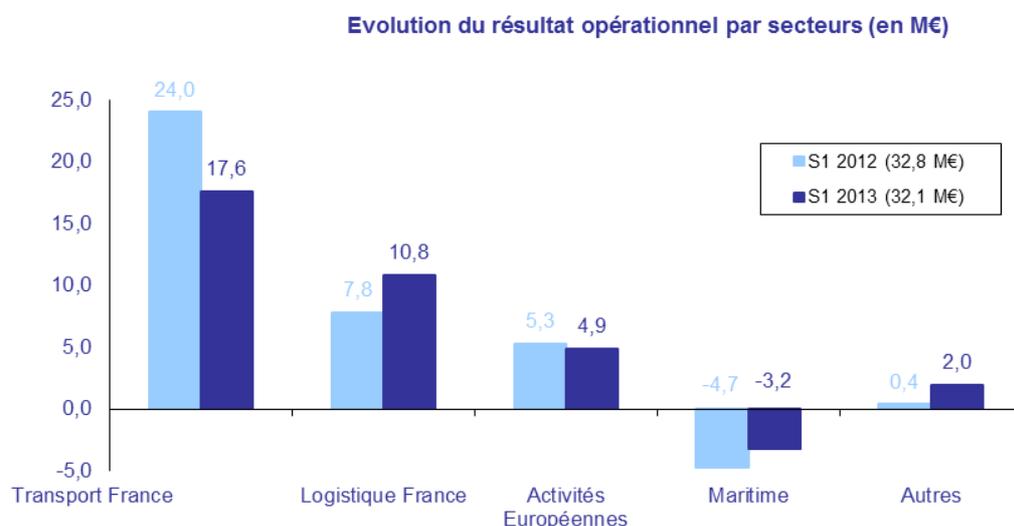
L'impact de ces acquisitions sur les résultats du groupe n'est pas significatif.

### Synthèse du chiffre d'affaires (chiffres en millions d'euros)

Cumul semestriel	2013	2012	%
Transport France	545,4	560,5	- 2,7%
Logistique France	224,6	207,2	+ 8,4%
Activités Européennes	244,5	244,5	-
<b>Sous total</b>	<b>1 014,6</b>	<b>1 012,2</b>	<b>+ 0,2%</b>
Maritime	52,0	51,3	+ 1,5%
Autres activités (dont négoce)	190,4	149,8	+ 27,1%
<b>Total Groupe</b>	<b>1 257,0</b>	<b>1 213,3</b>	<b>+ 3,6%</b>

Le chiffre d'affaires du groupe est resté stable au premier semestre 2013 par rapport à l'année précédente. La progression du chiffre d'affaires global tient à la reprise de la société KLS en novembre 2012 qui représente une hausse de 3,2% du chiffre d'affaires logistique France et une augmentation de 25,4% du chiffre d'affaires des « Autres activités » pour la part du négoce attachée à ce métier.

## Synthèse du résultat opérationnel (chiffres en millions d'€uros)



Malgré la stagnation des volumes d'activités due à une météo particulièrement défavorable dans un contexte de crise économique peu propice à la consommation, le résultat opérationnel affiche une bonne résistance avec un repli limité à 2,1%, grâce notamment à un produit exceptionnel enregistré au titre de l'indemnisation d'assurance d'un sinistre (8M€). Hors éléments non récurrents, le résultat opérationnel est en baisse de 24,4%.

Les activités françaises du groupe, malgré l'allègement du coût du travail lié au Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) (5,4M€ sur le semestre), sont les plus pénalisées, alors que les autres activités poursuivent leur redressement.

Compte tenu de ces éléments, la marge opérationnelle reste stable à 2,6% du chiffre d'affaires, contre 2,7% sur la même période en 2012.

### Compte de résultat résumé

Cumul semestriel	2013	2012*	Variation
	Millions d'euros	Millions d'euros	En %
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>1 257,0</b>	<b>1 213,3</b>	<b>+ 3,6</b>
<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>32,1</b>	<b>32,8</b>	<b>- 2,1</b>
Résultat financier	(6,7)	(7,9)	
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>25,4</b>	<b>24,9</b>	<b>+ 2,3</b>
Charge d'impôt	(7,3)	(7,5)	
Part du résultat des entreprises mises en équivalence	0,6	0,4	
<b>Résultat net</b>	<b>18,7</b>	<b>17,7</b>	<b>+ 5,5</b>
<b>- dont part du Groupe</b>	<b>18,8</b>	<b>17,8</b>	<b>+ 5,2</b>
- dont intérêts minoritaires	-0,1	-0,1	

\*Les données publiées au titre de 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée portant sur les avantages au personnel (résultat net revu à la baisse de 0,1 M€).

La baisse des frais financiers s'explique par la chute des taux d'intérêts à un niveau extrêmement bas, alors que le niveau d'endettement du groupe est stable par rapport au premier semestre 2012.

Le taux effectif d'impôts est en diminution à 26,7% du résultat imposable contre 30,3% au titre du premier semestre 2012. L'allègement de l'imposition du groupe est principalement dû au CICE. Cet élément fait plus que compenser la nouvelle taxe de 3% sur les dividendes, payée par le groupe pour la première fois en 2013 (0,5 M€).

La quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence est en amélioration de 0,2 M€ sur le semestre.

Le résultat net part du groupe ressort ainsi en amélioration de 5,2% sur le semestre, la baisse des frais financiers et du taux d'imposition du groupe permettant de compenser la dégradation du bénéfice opérationnel.

### **Structure financière**

Les capitaux propres consolidés représentent 384,6 M€, contre 381,9 M€ au 31 décembre 2012 (après retraitement IAS19R), sachant que la société a distribué 18,7 M€ au titre du dividende 2012 et que le traitement lié à la norme IAS19R, qui nécessite de reconnaître les écarts actuariels liés aux engagements de retraite, a eu un impact négatif sur les capitaux propres de 6,3M€ au 31 décembre 2012.

Grâce au renforcement des fonds du groupe, le ratio de l'endettement financier net sur capitaux propres totaux est en amélioration à 1,34 au 30 juin 2013, contre 1,48 à fin juin 2012 (après retraitement IAS19R).

### **Flux financiers**

Malgré une hausse sensible de la capacité d'autofinancement, le flux de trésorerie généré par l'activité est en baisse, du fait d'une dégradation du fonds de roulement à la clôture des comptes semestriels. Cette variation est liée à une situation calendaire défavorable (le dernier jour du mois de juin était un dimanche) et à des opérations diverses (indemnité d'assurance à percevoir, créance CICE, autres). Cette situation est ponctuelle et ne reflète pas la bonne gestion du poste clients par le groupe, l'encours global moyen ayant baissé de 0,7 jour sur le semestre par rapport à 2012 (45,4 jours vs 46,1 en 2012).

Le montant des investissements nets réalisés au premier semestre est en légère augmentation, (+2,2 M€ pour les investissements immobiliers), alors que les cessions d'actifs sont moins importantes qu'en 2012 (-7,9 M€), année particulièrement riche à ce sujet.

### **Transactions entre les parties liées**

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2013.

### **Modifications significatives par rapport au dernier rapport annuel**

A la date du présent rapport financier, il n'y a pas de modification significative par rapport au rapport annuel 2012.

Plus particulièrement, il n'y a pas de modification ou d'incertitude relative aux principaux facteurs de risques exposés dans le rapport annuel 2012 et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du second semestre 2013.

### **Evènements importants intervenus depuis la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport**

#### **Financement du Groupe**

L'emprunt obligataire (OBSAAR), contracté par le Groupe en 2008 a été remboursé selon son échéancier, le 21 juillet 2013 pour sa totalité soit 100 millions d'euros par utilisation des lignes de crédits bancaires.

#### **Croissance externe**

Le groupe est en négociation exclusive avec l'actionnaire d'EBREX France en vue de la prise de contrôle de cette société. La société EBREX France a réalisé un chiffre d'affaires de 141,3 millions d'euros en 2012 et emploie 1 125 salariés, répartis sur 21 sites.

Cette opération reste soumise à l'approbation de l'Autorité française de la concurrence et à la sortie d'EBREX France de son plan de sauvegarde.

## **PERSPECTIVES 2013**

---

Au premier semestre 2013, malgré la stagnation des volumes d'activité de ses filières clientes et dans un environnement économique peu propice à la consommation, le groupe a réussi à afficher une progression de son chiffre d'affaires, en même temps qu'une bonne résistance de son résultat opérationnel.

STEF a su adapter son dispositif d'exploitation aux évolutions de la consommation alimentaire sur les marchés où il intervient et aux mutations des schémas logistiques de ses clients.

Un plan spécifique de réduction des frais généraux a été élaboré à l'échelle du groupe et portera ses fruits au second semestre 2013.

Le groupe se prépare à une accélération de son plan de développement avec des dossiers qui pourraient déboucher dans les douze prochains mois.

Grâce à la solidité de son bilan intermédiaire au 30 juin, STEF dispose des moyens pour mener à bien sa politique de croissance externe et son programme d'investissements immobiliers.

## ANNEXE

### ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE ET SON MARCHÉ SUR LA PERIODE : INDICATEURS

#### PIB

##### Evolution de la croissance au premier trimestre (T versus T-1)

T vs T-1	Zone Euro	FR	BE	IT	ES	PT	NL	CH	UK
T1 2013	-0,3%	-0,2%	+0,0%	-0,6%	-0,5%	-0,4%	-0,4%	+0,8%	+0,3%
T1 2012	-0,1%	+0,0%	+0,1%	-1,0%	-0,4%	-0,1%	-0,3%	+0,4%	+0,0%

(source Eurostat)

##### Evolution de la croissance au second trimestre (T versus T-1)

T vs T-1	Zone Euro	FR	BE	IT	ES	PT	NL	CH	UK
T2 2013	0,3%	0,5%	+0,1%	-0,2%	-0,1%	+1,1%	-0,2%	n.d.	+0,6%
T2 2012	-0,2%	-0,3%	-0,4%	-0,6%	-0,4%	-1,1%	+0,4%	-0,1%	-0,5%

(source Eurostat)

#### PRODUCTION AGROALIMENTAIRE

##### Evolution du volume de production de l'industrie agroalimentaire (source Eurostat)

	Zone Euro	FR	BE	IT	ES	PT	NL	CH	UK
1 <sup>er</sup> semestre 2013 Vs 2012	+0,0%	-1,9%	+1,2%*	+0,2%	-1,9%	+3,9%	n.d.	n.d.	-2,6%
1 <sup>er</sup> semestre 2012 Vs 2011	-0,9%	-0,3%	+0,3%	-2,3%	-2,6%	-1,4%	n.d.	n.d.	-0,9%

\*Donnée à fin mai 2013

#### GRANDE DISTRIBUTION

##### Evolution de la consommation alimentaire des ménages (source Eurostat)

	Zone Euro	FR	BE	IT	ES	PT	NL	CH	UK
1 <sup>er</sup> semestre 2013 Vs 2012	-1,4%	-0,3%	+1,1%	-3,2%	-6,3%	-0,8%	-1,1%	+0,0%	-1,2%
1 <sup>er</sup> semestre 2012 Vs 2011	-1,2%	-1,2%	+0,5%	-2,1%	-3,0%	-4,7%	-0,9%	+1,1%	+0,5%



## II.

### **COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2013**



# GROUPE STEF

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013

**BILAN CONSOLIDE** (En milliers d'euros)

A C T I F S	note	30 juin 2013	31 décembre 2012 (1)
<b>Actifs non courants</b>			
Ecarts d'acquisition	15	111 175	111 175
Autres immobilisations incorporelles	16	20 241	23 201
Immobilisations corporelles	16	803 248	793 876
Actifs financiers non courants		37 637	38 182
Participations dans les entreprises associées	22	13 620	13 832
Actifs d'impôt différé		26 439	28 843
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>1 012 360</b>	<b>1 009 109</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks et en cours		37 286	35 441
Clients		395 780	398 178
Autres créances et actifs financiers courants		142 472	148 163
Actif d'impôt courant		25 916	3 936
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)		51 915	82 334
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	17	715	715
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>654 084</b>	<b>668 767</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>1 666 444</b>	<b>1 677 876</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital		13 516	13 516
Primes		4 284	4 284
Réserves		362 641	359 466
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	18	<b>380 441</b>	<b>377 266</b>
Intérêts minoritaires		4 192	4 594
<b>Total des Capitaux propres</b>		<b>384 633</b>	<b>381 860</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions non courantes	19	33 042	33 422
Passifs d'impôt différé		40 324	40 685
Dettes financières non courantes (b)	20	317 878	313 205
<b>Total du passif non courant</b>		<b>391 244</b>	<b>387 312</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes fournisseurs		318 440	388 931
Provisions courantes	19	10 972	11 645
Autres dettes courantes		302 094	308 049
Dettes d'impôt courant		10 379	11 469
Dettes financières courantes (c)	20	248 455	188 383
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	17	227	227
<b>Total du passif courant</b>		<b>890 567</b>	<b>908 704</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>		<b>1 666 444</b>	<b>1 677 876</b>
<b>Endettement net (b) + (c) - (a)</b>		<b>514 418</b>	<b>419 254</b>
<b>Ratio Endettement net / Total des capitaux propres</b>		<b>1,34</b>	<b>1,10</b>

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel" (Cf paragraphe 8)



**Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013**  
**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

*(En milliers d'euros)*

	note	1er semestre 2013	1er semestre 2012 (1)	Exercice 2012 (1)	Evolution 2013/2012
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	9	1 256 961	1 213 338	2 502 269	3,6%
Consommations en provenance des tiers	10	(824 470)	(779 540)	(1 604 238)	5,8%
Impôts, taxes et versements assimilés		(23 730)	(23 395)	(57 464)	1,4%
Charges de personnel		(346 455)	(342 176)	(677 241)	1,3%
Dotations aux amortissements		(41 311)	(40 556)	(81 255)	1,9%
(Dotations) Reprises nettes aux provisions		1 610	2 121	3 727	
Autres produits et charges opérationnels	11	9 502	2 990	10 520	
<b>BENEFICE OPERATIONNEL</b>	9	<b>32 107</b>	<b>32 782</b>	<b>96 318</b>	<b>-2,1%</b>
Charges financières	12	(6 718)	(8 091)	(14 582)	
Produits financiers	12	39	162	812	
<b>Résultat Financier</b>		<b>(6 679)</b>	<b>(7 929)</b>	<b>(13 770)</b>	<b>-15,8%</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>	9	<b>25 428</b>	<b>24 853</b>	<b>82 548</b>	<b>2,3%</b>
Charge d'impôt	13	(7 347)	(7 517)	(28 728)	-2,3%
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	22	648	411	1 417	
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>		<b>18 729</b>	<b>17 747</b>	<b>55 237</b>	<b>5,5%</b>
<b>* dont part du Groupe</b>		<b>18 768</b>	<b>17 838</b>	<b>55 316</b>	<b>5,2%</b>
* dont intérêts minoritaires		(39)	(91)	(79)	
<b>EBITDA (1)</b>	14	<b>71 808</b>	<b>71 217</b>	<b>173 600</b>	<b>0,8%</b>
<b>Résultat par action :</b>		(en euros)	(en euros)	(en euros)	
- de base :	18	1,46	1,38	4,30	
- dilué :	18	1,46	1,38	4,30	

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 et au 30 juin 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel" (Cf paragraphe 8)



**Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013**  
**ETAT DU RESULTAT GLOBAL**

	<b>1er semestre 2013</b>	<b>1er semestre 2012 (1)</b>	<b>Exercice 2012 (1)</b>
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>	<b>18 729</b>	<b>17 747</b>	<b>55 237</b>
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	666	(3 217)	(6 434)
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	(240)	1 161	2 323
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat</b>	<b>426</b>	<b>(2 056)</b>	<b>(4 111)</b>
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	(240)	133	349
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	4 865	(3 516)	(7 918)
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	(1 720)	1 248	2 713
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat</b>	<b>2 905</b>	<b>(2 135)</b>	<b>(4 856)</b>
<b>Résultat Global de la période</b>	<b>22 060</b>	<b>13 557</b>	<b>46 269</b>
<b>* dont part du Groupe</b>	<b>22 099</b>	<b>13 648</b>	<b>46 348</b>
<b>* dont intérêts minoritaires</b>	<b>(39)</b>	<b>(91)</b>	<b>(79)</b>

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel" (Cf paragraphe 8)

**Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013**  
**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

*(En milliers d'euros)*

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2012</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>365 560</b>	<b>(398)</b>	<b>(25 321)</b>	<b>(4 977)</b>	<b>352 664</b>	<b>4 789</b>	<b>357 453</b>
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(17 750)				(17 750)	(127)	(17 877)
Retraitement lié à la norme IAS 19 révisée (1)			(2 018)				(2 018)		(2 018)
Effet de la variation des taux de change							0	8	8
Achats et ventes d'actions propres					(1 900)		(1 900)		(1 900)
Opérations avec les intérêts minoritaires							0		0
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(19 768)</b>	<b>0</b>	<b>(1 900)</b>	<b>0</b>	<b>(21 668)</b>	<b>(119)</b>	<b>(21 787)</b>
<b>Résultat global de la période</b>			<b>15 783</b>			<b>(2 135)</b>	<b>13 648</b>	<b>(91)</b>	<b>13 557</b>
<b>Capitaux propres au 30 juin 2012</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>361 575</b>	<b>(398)</b>	<b>(27 221)</b>	<b>(7 112)</b>	<b>344 644</b>	<b>4 579</b>	<b>349 223</b>
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2013</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>403 329</b>	<b>(149)</b>	<b>(27 299)</b>	<b>(10 082)</b>	<b>383 599</b>	<b>4 594</b>	<b>388 193</b>
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(18 653)				(18 653)	(121)	(18 774)
Retraitement lié à la norme IAS 19 révisée (1)			(6 332)				(6 332)		(6 332)
Effet de la variation des taux de change							0		0
Achats et ventes d'actions propres					(271)		(271)		(271)
Opérations avec les intérêts minoritaires							0	(242)	(242)
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(24 985)</b>	<b>0</b>	<b>(271)</b>	<b>0</b>	<b>(25 256)</b>	<b>(363)</b>	<b>(25 619)</b>
<b>Résultat global de la période</b>			<b>19 194</b>			<b>2 905</b>	<b>22 099</b>	<b>(39)</b>	<b>22 060</b>
<b>Capitaux propres au 30 juin 2013</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>397 537</b>	<b>(149)</b>	<b>(27 570)</b>	<b>(7 177)</b>	<b>380 441</b>	<b>4 192</b>	<b>384 633</b>

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel".



**Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013**  
**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (En milliers d'euros)**

	<b>1er semestre 2013</b>	<b>1er semestre 2012 (1)</b>	<b>31/12/2012 (1)</b>
<b>Résultat de la période</b>	<b>18 728</b>	<b>17 746</b>	<b>55 237</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	40 664	39 732	78 692
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(892)	(2 975)	(10 934)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	(648)	(411)	(1 417)
+/- Variation en juste valeur des instruments dérivés	(30)	107	8
+/- Variation des écarts de conversion			278
+/- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	520	514	782
- Impôts différés	(248)	(1 999)	(4 838)
<b>Capacité d'autofinancement (A)</b>	<b>58 094</b>	<b>52 714</b>	<b>117 808</b>
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	(91 565)	(31 862)	51 610
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (C)=(A+B)</b>	<b>(33 471)</b>	<b>20 852</b>	<b>169 418</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(706)	(1 493)	(8 753)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(49 234)	(47 016)	(99 244)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers	158	(640)	(3 077)
-/+ Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales nets de la trésorerie acquise (*)	(237)	(4 474)	1 815
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 723	9 576	19 490
+ Subventions d'investissement reçues	1 150		
+ Dividendes reçus des entreprises associées	128	774	689
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (D)</b>	<b>(47 018)</b>	<b>(43 273)</b>	<b>(89 080)</b>
+/- Achats et ventes d'actions propres	(271)	(1 883)	(1 978)
- Dividendes versés aux propriétaires de STEF	(18 653)	(17 750)	(17 750)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(125)	(127)	(127)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	81 691	81 157	64 519
- Remboursements d'emprunts	(29 018)	(42 419)	(90 376)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (E)</b>	<b>33 624</b>	<b>18 978</b>	<b>(45 712)</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	42 972	8 346	8 346
Trésorerie nette à la clôture	(3 893)	4 903	42 972
<b>= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (C+D+E)</b>	<b>(46 865)</b>	<b>(3 443)</b>	<b>34 626</b>
Montant de l'impôt versé dans la période :	<b>(25 916)</b>	<b>(16 836)</b>	
Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :	<b>1er semestre 2013</b>	<b>1er semestre 2012</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 915	74 236	82 334
Découverts bancaires et crédits à court terme (note 20)	(55 808)	(69 333)	(39 362)
	<b>(3 893)</b>	<b>4 903</b>	<b>42 972</b>
(*)	<b>1er semestre 2013</b>	<b>1er semestre 2012</b>	<b>31 décembre 2012</b>
Coût d'achat des titres des entreprises acquises	(237)	(5 511)	(4 172)
Trésorerie acquise		1 037	5 987
<b>Décaissement net</b>	<b>(237)</b>	<b>(4 474)</b>	<b>1 815</b>

(1) Les données publiées au titre du 31 décembre 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel" (Cf paragraphe 8)

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2013

### 1 - ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS

STEF S.A. est une société anonyme de droit français ayant son siège social à Paris et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris. Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2013 comprennent STEF S.A. et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe » ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Sauf indication contraire, ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de STEF S.A du 29 août 2013.

### 2 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2013 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » du référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS), tel qu'adopté par l'Union européenne. Ces comptes intermédiaires résumés ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus en liaison avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

### 3 - PRINCIPES COMPTABLES ET OPTIONS DE PRESENTATION

- Principes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, auxquels il convient de se référer, à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations applicables pour la première fois en 2013 et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires décrites au paragraphe 4 ci-dessous.

- Nouvelles normes, amendements de normes et interprétations d'application obligatoire

Le Groupe a pris en compte les amendements et révisions des normes et interprétations ci-dessous dans la préparation des états financiers consolidés. Ces amendements et interprétations ont été approuvés par l'Union Européenne et leur application est obligatoire :

- Amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » : cet amendement exige de présenter séparément les autres éléments du résultat global recyclables au compte de résultat dans le futur si certaines conditions sont réunies, de ceux qui ne le sont pas.
- Amendement à IAS 19 « Engagements de retraites et assimilés » : la norme amendée requiert la comptabilisation des écarts actuariels liés aux régimes à prestation définie en autres éléments du résultat global, annulant ainsi la possibilité de choisir la méthode du corridor ou une comptabilisation plus rapide en résultat. De plus, la norme amendée

requiert désormais la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés qui auparavant étaient étalés sur la durée moyenne résiduelle des droits du personnel restant à acquérir. Enfin, la norme requiert désormais de calculer et présenter une charge/produit d'intérêt net de la période sur le passif/l'actif net des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des prestations définies, au passif/à l'actif net, tous deux déterminés en début d'exercice. Auparavant, le Groupe déterminait les produits financiers générés par les actifs de régime sur la base du taux de rendement attendu à long terme.

L'impact de cet amendement sur l'information comparative au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 est présenté au paragraphe 8.

- IFRS 13 « Mesure de la juste valeur » : La norme remplace et développe les informations à fournir sur l'évaluation à la juste valeur des autres IFRS, dont IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir ». Certaines de ces informations, en ce qui concerne les instruments financiers, sont nécessaires à l'établissement des états financiers intermédiaires. Le Groupe a donc inclus des informations supplémentaires (analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en fonction des niveaux de hiérarchie de juste valeur), telles que détaillées dans la note 21. Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 13, le Groupe a appliqué les nouvelles dispositions sur l'évaluation à la juste valeur de manière prospective, et n'a pas produit de données comparatives pour les nouvelles informations à fournir. Par conséquent, les modifications n'ont pas eu d'impact significatif sur l'évaluation des actifs et passifs du Groupe.
- Les normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » sont applicables dans l'Union européenne aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014. Elles sont associées aux amendements des normes IAS 27 (2011) « Etats financiers individuels » et IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ». Le groupe n'a pas souhaité procéder à une application anticipée de ces normes mais conclut, sur la base d'une analyse préliminaire, que l'impact sur les comptes consolidés du Groupe sera faible.

#### 4 – ESTIMATIONS

La préparation des comptes consolidés intermédiaires nécessite, de la part de la direction du Groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les valeurs retenues pour arrêter les comptes. En particulier, les valeurs réelles définitives peuvent se révéler différentes des valeurs estimées.

Ainsi, pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires, les jugements significatifs exercés pour l'application des méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations restent identiques à ceux et celles décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- la charge d'impôt du semestre est évaluée en appliquant au résultat avant impôt du semestre le taux d'impôt effectif moyen estimé pour l'ensemble de l'exercice ;
- les charges relatives à l'intéressement contractuel du personnel, à la participation légale des salariés et aux avantages résultant des régimes à prestations définies correspondent à la moitié des charges estimées pour l'ensemble de l'exercice.

- le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi accordé aux entreprises par le gouvernement français au 1er janvier 2013 est basé sur une estimation annuelle des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC. Ce produit est comptabilisé en minoration des charges de personnel.

- Les montants reconnus au titre des engagements de retraite dans le bilan consolidé au 30 juin sont déterminés en ajustant la valeur nette comptable à l'ouverture des droits accumulés, des frais d'intérêts, des gains et pertes actuariels et des cotisations au plan en fonction des montants estimés en 2012 pour 2013.

## **5 – CARACTERE SAISONNIER DE L'ACTIVITE**

L'activité du second semestre est généralement plus soutenue que celle du premier en raison de la concentration de la période estivale et de la période festive de fin d'année sur le second semestre. Les résultats opérationnels du premier semestre sont, de ce fait, traditionnellement inférieurs à ceux du second.

## **6 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Le périmètre de consolidation n'a connu aucune évolution depuis le 31 décembre 2012. Toutefois, le groupe a procédé à la reprise à la barre du tribunal de Commerce de l'activité de groupage des transports Gringore puis à son intégration au sein de sa filiale Transport Frigorifique de Normandie. Cette activité représente un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 10 millions d'euros et un effectif de 63 personnes.

## **7 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

Le Groupe n'a pas modifié sa stratégie de gestion de son exposition au risque de taux d'intérêt à raison de son endettement financier. Il couvre le risque de taux sur la dette à taux variable issue de crédits immobiliers à long terme par l'intermédiaire de swaps de taux parfaitement adossés. Au 30 juin 2013, le montant notionnel total des instruments destinés à couvrir le risque de taux sur la dette à taux variable s'élève à 169 millions d'euros contre 178 millions d'euros au 31 décembre 2012.

L'exposition du Groupe au risque de crédit client n'a pas enregistré d'évolution significative au cours du semestre écoulé. Aucun de ses clients n'est d'une taille telle que sa défaillance puisse avoir un effet significatif sur la situation financière du Groupe qui, nonobstant les mécanismes de protection dont il dispose du fait de la réglementation applicable, continue à recourir à l'assurance-crédit dans le secteur du transport et pour l'ensemble de ses activités internationales.

En ce qui concerne le risque de change, le Groupe opère essentiellement dans la zone Euro et son exposition aux variations de cours des autres monnaies demeure faible.

Concernant enfin le risque de liquidité, le Groupe a mis en place une politique de centralisation de trésorerie effective en France et qui se déploie progressivement dans chacune des filiales européennes.

## 8 – COMPARABILITE DES EXERCICES

L'impact de l'application rétrospective de l'amendement à la norme IAS 19 révisée sur les comptes publiés au 31 décembre 2012 est présenté ci-dessous :

<b>A C T I F S</b>	31/12/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	31/12/2012 retraité
Actifs d'impôt différé	25 266	3 577	28 843
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>			
Capitaux propres part du Groupe	383 599	-6 333	377 266
Provisions non courantes	23 512	9 910	33 422
<b>RATIO ENDETTEMENT NET/ TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	1,08	0,02	1,10

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	31/12/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	31/12/2012 retraité
(Dotations) Reprises nettes aux provisions	4 045	(318)	3 727
<b>BENEFICE OPERATIONNEL</b>	4 045	(318)	3 727
Charge d'impôt	(28 843)	115	(28 728)
<b>RESULTAT DE LA PERIODE</b>	55 440	(203)	55 237
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>	4,32	-0,02	4,30

<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>	31/12/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	31/12/2012 retraité
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite		(6 434)	(6 434)
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables		2 323	2 323
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat</b>	0	(4 111)	(4 111)

<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>	31/12/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	31/12/2012 retraité
<b>Résultat de la période</b>	55 440	(203)	55 237
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	78 374	318	78 692
- Impôts différés	(4 723)	(115)	(4 838)

L'impact de l'application rétrospective de l'amendement à la norme IAS 19 révisée sur les comptes publiés au 30 juin 2012 est présenté ci-dessous :

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	30/06/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	<b>30/06/2012 retraité</b>
(Dotations) Reprises nettes aux provisions	2 280	(159)	2 121
<b>BENEFICE OPERATIONNEL</b>	2 280	(159)	2 121
Charge d'impôt	(7 574)	57	(7 517)
<b>RESULTAT PART DU GROUPE</b>	17 940	(102)	17 838
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>	1,39	-0,01	1,38

<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>	30/06/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	<b>30/06/2012 retraité</b>
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite		(3 217)	(3 217)
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables		1 161	1 161
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat</b>	<b>0</b>	<b>(2 056)</b>	<b>(2 056)</b>

<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>	30/06/2012 publié	retraitement IAS 19 révisée	<b>30/06/2012 retraité</b>
<b>Résultat de la période</b>	<b>17 849</b>	<b>(102)</b>	17 747
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	39 573	159	39 732
- Impôts différés	(1 942)	(57)	(1 999)

## 9 – INFORMATION SECTORIELLE

1er semestre 2013	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
<b>Chiffre d'affaires externe</b>	545 387	224 639	244 533	52 018	190 385	<b>1 256 961</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	17 553	10 829	4 897	- 3 214	2 042	<b>32 107</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	16 289	9 626	2 971	- 6 233	2 775	<b>25 428</b>

1er semestre 2012 (1)	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
<b>Chiffre d'affaires externe</b>	560 527	207 179	244 529	51 258	149 845	<b>1 213 338</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	23 957	7 846	5 263	- 4 727	443	<b>32 782</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	22 487	7 387	2 927	- 7 797	- 151	<b>24 853</b>

(1) Les données publiées au titre du 30 juin 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel" (Cf paragraphe 8)

Le chiffre d'affaires des autres activités inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 176 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2013 contre 135 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2012. L'acquisition, fin 2012, d'une société dans le secteur de la Restauration Hors Domicile explique cette croissance.

Le résultat de l'activité Logistique comprend au 1<sup>er</sup> semestre 2013 une indemnité d'assurance à recevoir de 8 M€ relative au sinistre d'un entrepôt dans la région lyonnaise.

## 10 - CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS

	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Achats de gazole, d'énergie et autres consommables	81 473	86 220
Achats de matières premières et consommables	20 872	22 348
Achats de marchandises RHD*	177 246	135 806
Sous-traitance	348 872	340 831
Locations, Entretiens, Assurances, litiges	96 678	96 269
Personnel extérieur, intermédiaires, honoraires	62 042	60 179
Transports, déplacements, communications, péages	26 649	26 724
Publicité, services bancaires	2 885	3 900
Autres charges externes	7 753	7 263
<b>Total des consommations en provenance des tiers</b>	<b>824 470</b>	<b>779 540</b>

\* RHD : Restauration Hors Domicile

L'évolution du poste « achats de marchandises RHD » est liée à l'acquisition fin 2012 d'une société dans le secteur de la Restauration Hors Domicile.

## 11 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Ce poste comprend d'une part une indemnité d'assurance à recevoir de 8 M€ relative au sinistre d'un entrepôt dans la région lyonnaise, d'autre part des plus values générées par des cessions de véhicules pour environ 0,8 millions d'euros et enfin des indemnités et subventions diverses reçues pour 0,7 millions d'euros.

## 12 – CHARGES FINANCIERES NETTES

	1er semestre 2013	1er semestre 2012
<b>Produits financiers</b>		
Produits nets de cession perçus des actifs disponibles à la vente		4
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente	9	55
Profit de change net		103
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat	30	
<b>Charges financières</b>		
Charges nettes d'intérêt sur passifs financiers au coût amorti	(6 692)	(7 984)
Perte de change nette	(26)	
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat		(107)
<b>CHARGES FINANCIERES NETTES</b>	<b>(6 679)</b>	<b>(7 929)</b>

La baisse des charges financières s'explique par des taux d'intérêts très bas sur les dettes à court et moyen termes.

### 13- CHARGE D'IMPÔT

Le taux effectif moyen s'élève à 26,69 % pour le semestre clos le 30 juin 2013 contre 30,28 % pour la même période de 2012. Il s'applique au résultat avant impôt et avant dépréciations d'écarts d'acquisition et écarts d'acquisition négatifs éventuels. La charge d'impôt de la période comprend également la taxe de 3 % sur les dividendes applicable à compter de l'exercice 2013 pour 0,5 millions d'euros.

L'écart entre le taux légal d'imposition en France, soit 36,10 %, et le taux effectif d'imposition est principalement dû au Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi qui n'est pas imposable, et aux économies d'impôts engendrées par le montage financier mis en place pour le Navire Piana.

### 14- EBITDA

	<b>1er semestre 2013</b>	<b>1er semestre 2012 (1)</b>
Bénéfice opérationnel	32 107	32 782
Dotations nettes aux amortissements	41 311	40 556
Dotations nettes sur dépréciations et provisions	(1 610)	(2 121)
<b>Total EBITDA</b>	<b>71 808</b>	<b>71 217</b>

(1) Les données publiées au titre de l'année 2012 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective de la norme IAS 19 révisée "Avantages au personnel"

### 15 – ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition n'ont pas évolué au cours du semestre écoulé. Le Groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur sur ses écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie au cours du semestre clos le 30 juin 2013.

### 16 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

L'augmentation des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'acquisition d'un site logistique en Suisse alémanique et de la construction ou l'extension des sites de Nemours, Nantes et Vitry.

### 17 – ACTIFS CLASSES COMME DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Comme au 31 décembre dernier, ce poste comprend l'ensemble immobilier situé à proximité d'Orléans qui fait toujours l'objet d'une recherche active en vue de sa cession.

### 18- CAPITAUX PROPRES ET INSTRUMENTS DILUTIFS

Le capital social de STEF S.A est composé, au 30 juin 2013, de 13 515 649 actions libérées d'une valeur nominale de 1 euro.

Les bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions mis en circulation à l'occasion de l'émission des OBSAAR de juillet 2008 restent sans effet dilutif compte tenu de leur prix d'exercice au regard du cours de bourse actuel de l'action STEF.

Le dividende versé au premier semestre 2013, au titre du résultat de l'exercice 2012, s'est élevé à 1,45 Euro par action.

L'impact à l'ouverture de la période de l'amendement de la norme IAS 19 sur les capitaux propres est présenté au paragraphe 8.

## 19 – PROVISIONS

La variation des provisions, se traduit par une reprise nette de 1,6 million d'euros au premier semestre 2013.

Cette variation résulte principalement :

- d'une reprise nette de 1 million d'euros concernant les litiges courants de l'exploitation transport
- d'une reprise nette de 0,3 million d'euros sur les dépréciations des créances clients correspondant aux règles de provisionnement des activités du Groupe.

L'impact à l'ouverture de la période de l'amendement de la norme IAS 19 sur le montant des provisions comptabilisées au titre des engagements de retraite est présenté au paragraphe 8.

## 20 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Ils s'analysent comme suit :

	30 juin 2013	31 décembre 2012
<b>Dettes financières non courantes</b>		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	239 431	226 704
Dettes liées à des locations financement	67 621	71 804
Juste valeur des instruments financiers dérivés	10 826	14 697
<b>Total des dettes non courantes</b>	<b>317 878</b>	<b>313 205</b>
<b>Dettes financières courantes</b>		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunt obligataire OBSAAR	99 942	99 422
- Emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	80 920	36 454
- Dettes liées à des locations financement	9 341	9 777
- Dettes financières diverses	857	783
Intérêts courus non échus	1 587	1 557
Juste valeur des instruments financiers dérivés		1 028
Découverts bancaires et crédits à court terme	55 808	39 362
<b>Total des dettes courantes</b>	<b>248 455</b>	<b>188 383</b>
<b>Total des dettes financières</b>	<b>566 333</b>	<b>501 588</b>

Et ont évolué comme suit au cours du semestre écoulé :

2013	31 décembre 2012	nouveaux emprunts	rembour- sements	Variation des taux de change	autres variations nettes	30 juin 2013
OBSAAR	99 422				520	99 942
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	263 158	81 441	- 24 149	- 99		320 351
Dettes liées à des locations financement	81 581	250	- 4 869			76 962
Dettes financières diverses & ICNE	2 344				100	2 444
Découverts bancaires et crédits à court terme	39 362				16 446	55 808
Juste valeur des instruments financiers dérivés	15 721				- 4 895	10 826
<b>Total :</b>	<b>501 588</b>	<b>81 691</b>	<b>- 29 018</b>	<b>- 99</b>	<b>12 171</b>	<b>566 333</b>

La structure de la dette du Groupe par catégorie de taux n'a pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2013. Celle-ci est à taux variable pour environ 60 % de son montant total en principal.

Les lignes de crédit confirmées à plus d'un an et non utilisées au 30 juin 2013 s'élèvent à 105 millions d'euros (119 millions d'euros au 31 décembre 2012). Les lignes de crédit confirmées à court terme et les découverts accordés par les banques non utilisés au 30 juin 2013 s'élèvent à 126 millions d'euros (117 millions d'euros au 31 décembre 2012).

## 21 – INFORMATION SUR LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

	Valeur au bilan 30/06/2013	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances
Titres de participation non consolidés	214	214		214	
Autres actifs financiers non courants	22 852	22 852			22 852
Prêts et créances des activités de financement	13 199	13 199			13 199
Titres de placement	1 372	1 372		1 372	
<b>s/total : actifs financiers non courants</b>	<b>37 637</b>	<b>37 637</b>	<b>-</b>	<b>1 586</b>	<b>36 051</b>
Clients	395 780	395 780			395 780
Autres débiteurs	168 388	168 388			168 388
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 915	51 915	51 915		
<b>Actifs</b>	<b>653 720</b>	<b>653 720</b>	<b>51 915</b>	<b>1 586</b>	<b>600 219</b>

	Valeur au bilan 30/06/2013	Juste valeur	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	10 826	10 826		10 826	
Dettes des activités de financement	499 699	499 699	422 737		76 962
Passifs financiers courants	55 808	55 808	55 808		
<b>s/total : dettes financières</b>	<b>566 333</b>	<b>566 333</b>	<b>478 545</b>	<b>10 826</b>	<b>76 962</b>
Fournisseurs	318 440	318 440	318 440		
Autres créanciers	312 473	312 473	312 473		
<b>Passifs</b>	<b>1 197 246</b>	<b>1 197 246</b>	<b>1 109 458</b>	<b>10 826</b>	<b>76 962</b>

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		1 586	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	51 915		
<b>Actifs</b>	<b>51 915</b>	<b>1 586</b>	
Instruments dérivés		10 826	
<b>Passifs</b>		<b>10 826</b>	

## Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable au risque de crédit près.

## 22 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées, par rapport au Groupe STEF, sont les entreprises associées, les administrateurs (y compris les membres de la direction générale du Groupe) ainsi que les structures d'actionariat des cadres et dirigeants non administrateurs et le fonds commun de placement des salariés.

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont connu aucune évolution significative au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

La valeur des titres et la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées se décomposent comme suit :

2013	part groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%		10	5	5	5	( 2 )	( 2 )
FROIDCOMBI	25,50%	7 160	5 200	3 376	1 824	465	400	102
GEFA	34,02%	1 167	6 136	1 463	4 673	1 590	141	48
MESSAGERIES LAITIERES	38,69%	28 594	35 460	22 661	12 799	4 952	770	298
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	11 294	9 546	6 528	3 018	966	256	82
OLANO VALENCIA	20,00%				1 167	233	90	18
SDR SUD	20,00%	704	678	( 900 )	1 578	316	( 65 )	( 13 )
STEF OVER TUNISIE	49,00%	140			260	127	35	17
TRANSCOSATAL DEVELOPPEMENT	33,33%	35 332	35 053	33 311	1 742	581	294	98
<b>TOTAL</b>		<b>84 391</b>	<b>92 083</b>	<b>66 444</b>	<b>27 066</b>	<b>9 235</b>	<b>1 919</b>	<b>648</b>

(1) sociétés sans activité ou en cours de liquidation

## **23 - ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS**

Les engagements hors bilan mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2012, n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

## **24 – EVENEMENTS POST CLÔTURE**

L'emprunt obligataire (OBSAAR), contracté par le Groupe en 2008 a été remboursé selon son échéancier, le 21 juillet 2013 pour sa totalité soit 100 millions d'euros par utilisation des lignes de crédits bancaires.

Dans le cadre de sa croissance externe, le groupe est en négociation exclusive avec l'actionnaire d'EBREX France en vue de la prise de contrôle de cette société. La société EBREX France a réalisé un chiffre d'affaires de 141,3 millions d'euros en 2012. Elle emploie 1 125 salariés, répartis sur 21 sites.

Cette opération reste soumise à l'approbation de l'Autorité française de la concurrence et à la sortie d'EBREX France de son plan de sauvegarde.



**III.**

**ATTESTATION DU RESPONSABLE  
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013**



## DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés au 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du groupe STEF et que le rapport d'activité du premier semestre 2013 présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'A.M.F.

Fait à Paris, le 29 août 2013

A handwritten signature in purple ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the name of the signatory.

Stanislas LEMOR  
Directeur Général Délégué à  
L'Administration et aux Finances



#### **IV.**

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013**



**KPMG AUDIT IS**  
Immeuble Le Palatin  
3, cours du Triangle  
92939 Paris La Défense Cedex  
France



**MAZARS**  
Exaltis  
61 rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
France

## **STEF S.A.**

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013**

Période du 1er janvier au 30 juin 2013  
STEF S.A.  
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris  
*Ce rapport contient 17 pages*

## **STEF S.A.**

Siège social : 93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris  
Capital social : €13 515 649

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société STEF, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

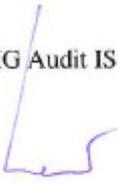
Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 3 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés qui exposent les changements de méthode comptable effectués au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et leurs impacts sur ces comptes ainsi que sur l'information financière comparative.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 29 août 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS  
  
Benoît Lebrun  
Associé

MAZARS  
  
Olivier Thireau  
Associé